



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

Papers downloaded from AgEcon Search may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'état et le statut de l'économie rurale

M. Petit

Citer ce document / Cite this document :

Petit M. L'état et le statut de l'économie rurale. In: Économie rurale. N°172, 1986. L'intensification en question nouveaux termes pour un vieux débat. 2e partie. pp. 49-54;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1986.3750>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1986_num_172_1_3750

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

Agricultural economics is not only a scientific discipline. Faithful to their «agronomic» tradition, born during the 19th century in western countries, agricultural economists can be defined by the use of economics concepts, hypotheses, and methods in the analysis of the problems agriculture, the latter being understood in its broadest meaning. They nevertheless remain full-fledge economists. The Malaga Conference once more emphasized that, within this broad project, agricultural economists are extremely diverse both in terms of their professional objectives and of the way they exert their profession : topics studied, methods used, linkages with the users of their works. This diversity raises evaluation problems for the evaluation of the quality of their works: what are the best criteria of professional excellence? The author pleads in this respect for using four « classical » criteria : internal logical consistency, consistency with experience, clarity and relevance. He pleads also for respecting pluralism and enhancing a great degree of reciprocal tolerance among agricultural economists, as well as for a great degree of rigour in the methods used.

Résumé

L'économie rurale n'est pas seulement une discipline scientifique. Héritiers de la tradition économique, née au 19e siècle dans les pays occidentaux, les économistes ruraux se définissent par l'utilisation qu'ils font des concepts, des hypothèses et des méthodes de l'économie à l'analyse des problèmes de l'agriculture, ce terme étant pris dans son sens le plus large. Ils n'en sont pas moins des économistes à part entière. Le Congrès de Malaga a souligné une fois de plus que, dans le cadre de ce projet commun, les économistes ruraux sont très divers tant par leurs objectifs professionnels que par la façon dont ils exercent leur métier: sujets abordés, méthodes employées, liaisons avec les utilisateurs de leurs travaux. Cette diversité pose des problèmes d'évaluation de la qualité du travail accompli. L'auteur plaide en cette matière pour le recours à quatre critères «classiques»: cohérence logique interne, cohérence avec l'expérience, clarté, pertinence. Il plaide aussi pour le respect du pluralisme et une grande tolérance réciproque entre les économistes ruraux, en même temps qu'une grande exigence de rigueur dans les méthodes utilisées.



L'ÉTAT ET LE STATUT DE L'ÉCONOMIE RURALE

Michel PETIT*

Texte remanié du discours de clôture au Congrès de l'Association Internationale des Economistes Ruraux (IAAE), Malaga, 4 septembre 1985.

Résumé :

L'économie rurale n'est pas seulement une discipline scientifique. Héritiers de la tradition économique, née au 19e siècle dans les pays occidentaux, les économistes ruraux se définissent par l'utilisation qu'ils font des concepts, des hypothèses et des méthodes de l'économie à l'analyse des problèmes de l'agriculture, ce terme étant pris dans son sens le plus large. Ils n'en sont pas moins des économistes à part entière. Le Congrès de Malaga a souligné une fois de plus que, dans le cadre de ce projet commun, les économistes ruraux sont très divers tant par leurs objectifs professionnels que par la façon dont ils exercent leur métier : sujets abordés, méthodes employées, liaisons avec les utilisateurs de leurs travaux. Cette diversité pose des problèmes d'évaluation de la qualité du travail accompli. L'auteur plaide en cette matière pour le recours à quatre critères «classiques» : cohérence logique interne, cohérence avec l'expérience, clarté, pertinence. Il plaide aussi pour le respect du pluralisme et une grande tolérance réciproque entre les économistes ruraux, en même temps qu'une grande exigence de rigueur dans les méthodes utilisées.

Summary :

Agricultural economics is not only a scientific discipline. Faithful to their «agronomic» tradition, born during the 19th century in western countries, agricultural economists can be defined by the use of economics concepts, hypotheses, and methods in the analysis of the problems agriculture, the latter being understood in its broadest meaning. They nevertheless remain full-fledge economists. The Malaga Conference once more emphasized that, within this broad project, agricultural economists are extremely diverse both in terms of their professional objectives and of the way they exert their profession : topics studied, methods used, linkages with the users of their works. This diversity raises evaluation problems for the evaluation of the quality of their works : what are the best criteria of professional excellence ? The author pleads in this respect for using four «classical» criteria : internal logical consistency, consistency with experience, clarity and relevance. He pleads also for respecting pluralism and enhancing a great degree of reciprocal tolerance among agricultural economists, as well as for a great degree of rigour in the methods used.

Refléchir (1) sur le statut et l'état de l'économie rurale pose d'emblée un problème de terminologie. L'expression économie rurale est utilisée ici exactement dans le même sens que les expressions «agricultural economics» en anglais ou «economia agraria» en espagnol. L'hésitation du vocabulaire reflète la nature de notre discipline. En effet, aucune de ces trois expressions n'est rigoureusement exacte. C'est d'ailleurs ce qui a incité L. Malassis, dans une autre réflexion sur notre objet présentée à l'Association Européenne des Economistes Agricoles, à parler d'économie agricole, agro-alimentaire et rurale (Malassis, 1979). Certes, la différence de vocabulaire ne reflète pas ici une différence de points de vue sur la discipline. Elle illustre le fait que le domaine de l'économie rurale ne se définit pas seulement en termes d'une discipline scientifique. Mais alors se pose la question de son statut. Par ailleurs, si l'on définit l'économie rurale par l'utilisation des concepts, des hypothèses et des méthodes de l'économie à l'analyse des problèmes auxquels est confrontée l'agriculture, au sens le plus large de ce terme, on peut parler de l'état de cette utilisation dans le monde. Mais une telle question à ce niveau général a-t-elle un sens compte tenu de l'extraordinaire diversité des économistes ruraux ?

En effet, les projets professionnels des uns et des autres, c'est-à-dire les objectifs poursuivis et les critères utilisés pour juger la qualité des travaux, sont très différents. Les

uns souhaitent principalement apporter leur contribution originale à la construction de la science économique ; d'autres encore aimeraient participer à la solution des problèmes auxquels sont confrontés les responsables politiques de leur pays ou de leurs régions.

Notre profession d'économistes ruraux

Certains d'entre nous, j'en suis sûr, pensent que le test ultime de l'intérêt de nos travaux est de savoir s'ils peuvent apporter quelque chose d'utile aux agriculteurs. La diversité de nos projets professionnels illustre aussi la diversité des institutions dans lesquelles nous travaillons (universités, organismes de recherche, services gouvernementaux, organisations agricoles, entreprises, etc.) et la diversité du rôle attribué aux scientifiques et aux techniciens dans les diverses sociétés, cultures, civilisations dont nous sommes issus.

Mais au-delà de cette diversité, nous avons quelque chose de commun (2) : nous sommes tous des économistes ruraux. Après avoir souligné notre double origine agronomique et économique, j'analyse l'état actuel de notre discipline et tire quelques implications de notre diversité pour les critères à utiliser dans l'évaluation de nos travaux. Cela m'amène à plaider pour le pluralisme et la tolérance parmi les économistes ruraux. Finalement, envisageant l'avenir, j'aborderai quelques points de notre activité professionnelle qui me paraissent souvent négligés.

* Professeur à l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques Appliquées (ENSSAA). Actuel président de l'IAAE.

1. L'allocution de M. Petit faisait écho au discours d'ouverture de la 19e Conférence de l'IAAE, prononcé par son Président, le professeur Glenn L.

Johnson, qui y avait exposé une réflexion sur l'objet de l'économie rurale.

2. Ceci est d'ailleurs illustré par l'appartenance à une même Association Internationale.

1. D'où venons-nous ?

Notre passé, la (ou les) tradition(s) intellectuelle(s) dans lesquelles nous nous inscrivons sont indispensables à prendre en compte si nous voulons avoir une conscience claire de ce que nous sommes, et nous interroger convenablement sur la pertinence de nos objectifs et de nos critères d'excellence professionnelle. Cela justifie la question qui fait l'objet de cette première partie.

La réponse me paraît claire même si elle est, au niveau de ses conséquences, la source d'ambiguités fondamentales. Nous nous inscrivons très directement dans la tradition agronomique et nous prétendons en même temps être des économistes à part entière.

La tradition agronomique

Que veut dire exactement cette tradition agronomique ? Pour ma part, sans ignorer les agronomes Romains ni les préoccupations d'Olivier de Serres dont le « Mesnage des champs » écrit à la fin du 16e siècle peut être vu comme l'ancêtre du « farm management », je situe la véritable naissance de l'agronomie au 19e siècle, du moins dans les pays occidentaux.

L'agronomie a ensuite essaimé dans la plupart des pays du monde comme support scientifique de l'agriculture moderne. Les agronomes se sont alors comportés comme de véritables missionnaires du progrès scientifique et technique dans les campagnes. Ce projet - quasiment prosélytique - serait récusé par bon nombre d'entre nous aujourd'hui parce que beaucoup trop lié au scientisme de l'époque. Il ne nous paraît pas très scientifique. Mais, pour employer une autre métaphore, si c'est un péché, il s'agit alors de notre péché originel. De là découle, en effet, notre souci d'application.

L'agronomie du 19e siècle doit être comprise dans un sens large. Il s'agit de la mise en œuvre de toutes les disciplines scientifiques susceptibles d'éclairer les problèmes de l'agriculture. A ce titre, l'économie rurale apparaît clairement comme une discipline agronomique ; et celà est d'ailleurs largement reflété dans la plupart des établissements d'enseignement supérieur et de recherche agronomiques du monde, même si, comme les autres sciences sociales, l'économie n'y a atteint droit de cité qu'avec retard et souvent avec beaucoup de difficultés.

Il est frappant de constater que cette tradition agronomique est née sensiblement au même moment dans tous les pays occidentaux. Même dans un pays neuf, comme l'étaient alors les Etats-Unis, la naissance s'est faite à ce moment-là. La loi Morrill créant une université agronomique par Etat — les fameuses « land grant universities » — date de 1861 tandis qu'en France, l'Institut National Agronomique n'a été définitivement créé qu'en 1879, des écoles nationales d'agriculture ayant vu le jour quelques décennies plus tôt.

Cette naissance et le développement spectaculaire ultérieur des sciences agronomiques aux Etats-Unis sont certainement liés à l'importance dans ce pays de la philosophie pragmatique qui fait une grande place à l'action dans la progression même des connaissances. Ceci mérite d'être noté car l'économie rurale américaine a joué et continue d'exercer un rôle très important dans le monde,

ne serait-ce que par le nombre d'étudiants étrangers formés aux Etats-Unis.

Cette origine agronomique a des conséquences qui restent importantes aujourd'hui :

- une attitude empirique et pragmatique favorable à l'éclectisme,
- une bonne connaissance concrète de notre objet, ce qui nous rend sensibles aux interrelations entre les dimensions techniques, économiques, sociales et politiques des problèmes étudiés,
- par suite, une assez grande disponibilité aux travaux pluridisciplinaires.

L'étude des problèmes auxquels sont confrontés les agriculteurs est donc bien une caractéristique originelle essentielle. Mais la référence à la science économique n'est pas moins importante.

Des économistes à part entière

Depuis qu'il y a des économistes, ceux-ci n'ont pas ignoré l'agriculture. Les physiocrates voyaient en elle la seule activité véritablement productive ; Ricardo a forgé le concept de rente foncière que, pour l'essentiel, nous utilisons encore aujourd'hui.

Serait-il pour autant légitime de nous considérer comme les héritiers intellectuels directs de ces illustres ancêtres ? Ils s'intéressaient fondamentalement au fonctionnement de l'économie dans son ensemble et non pas à résoudre les problèmes de l'agriculture.

La naissance de l'économie rurale me paraît davantage résulter de la rencontre des préoccupations des agronomes avec les apports et la rigueur de la démarche économique. Ce propos me paraît pouvoir être illustré par une anecdote. Dans la revue *Economie Rurale* (Boussard, 1965), Boussard signale que René Dumont avait, dans un article s'intéressant aux priorités dans les choix des investissements corrigé à juste titre les erreurs d'un raisonnement fondé exclusivement sur des considérations techniques, retrouvé les principes marginalistes 70 ans après l'Ecole Viennoise.

Ce que je veux souligner ici, c'est que l'agronome René Dumont avait été amené empiriquement à un raisonnement économique juste. Mais il n'avait pas la culture économique suffisante pour situer son analyse dans un système plus général de référence. Dans ma petite fable, l'économiste rural est Boussard, un membre éminent de notre Association d'ailleurs.

Cette fable illustre mon propos parce que la démarche en est générale. L'analyse des problèmes auxquels sont confrontés les agriculteurs ou ceux qui s'intéressent à l'agriculture à un titre ou à un autre, amène à identifier des questions économiques. La démarche scientifique de l'économiste permet alors plus de précision et plus de rigueur, en particulier dans la conceptualisation, l'élaboration des hypothèses et leur articulation. Nous en sommes tous convaincus, je crois. C'est d'ailleurs probablement l'attrait de cette précision et de cette rigueur qui explique pourquoi certains d'entre nous accordent une place prépondérante à la compétence disciplinaire (3) pour juger la qualité d'un économiste rural. Comme beaucoup, je pense qu'un tel

3. Dans cette perspective, la compétence disciplinaire peut se définir par la capacité de définir un problème économique et de l'analyser en référence

explicite à une théorie et avec une bonne maîtrise des techniques d'analyse.

point de vue est trop réducteur, il renie trop notre origine agronomique. Mais, si la compétence disciplinaire n'est pas suffisante pour être un bon économiste rural, elle est indispensable néanmoins. C'est en ce sens que nous devons être des économistes à part entière. D'ailleurs, si l'on en croit Keynes pour qui « un économiste qui ne serait qu'économiste ne serait pas un bon économiste », notre double origine ne doit pas constituer un obstacle, ou une excuse pour ne pas être des économistes à part entière.

2. Où en sommes-nous ?

Si l'on admet cette double filiation agronomique et économique pour définir ce que sont aujourd'hui les économistes ruraux, il apparaît que l'économie rurale n'existe pas en tant que discipline scientifique séparée de l'économie. En revanche, il est clair que les économistes ruraux existent. On peut donc à la fois accepter deux conclusions apparemment contradictoires : l'économie rurale est une branche de l'économie, donc un sous-ensemble ; mais en même temps, son objet est plus large que celui de l'économie puisqu'il concerne a priori l'ensemble des problèmes auxquels l'agriculture est confrontée. Avant d'examiner où nous en sommes de ce projet collectif d'utilisation de l'économie pour l'analyse des problèmes de l'agriculture, il faut préciser davantage ce que nous entendons par agriculture. La déclaration d'orientation de la nouvelle revue de l'IAAE (4) en donne, en quelque sorte, une définition par extension : « l'agriculture inclut, entre autres, la technologie, les communautés rurales, les exploitations agricoles, les entreprises agro-industrielles, la terre, l'eau, les populations rurales et les institutions ». En bref, il s'agit bien de tout ce qui influence directement l'évolution de l'agriculture, comprise comme l'une des activités productives de l'homme. Certes une telle définition peut être critiquée car elle n'est pas très précise : de quelle activité productive s'agit-il ? Mais elle a le gros avantage d'éviter le vieux débat, finalement pas très fécond, de la spécificité de l'agriculture. Historiquement et étymologiquement, l'homme qui cultive ses champs est un agriculteur et ceci définit l'agriculture. Par extension, on peut avantageusement y inclure l'élevage.

Même dans les sociétés les plus développées, les activités agricoles ainsi définies ont gardé une spécificité suffisante pour justifier la spécialisation d'économistes s'intéressant à elles de manière privilégiée, pourvu qu'ils n'oublient pas que ces activités ne sont qu'un sous-ensemble des activités productives de la société. L'expérience montre qu'une telle définition, très pratique, du champ de l'économie rurale est suffisante. En fin de compte, sont économistes ruraux les économistes qui se considèrent comme tels.

Comment compte tenu de ces ambiguïtés qui marquent notre projet professionnel, apprécier où nous en sommes ? Plus précisément, quel est l'état de notre discipline ?

Quels sont les sujets de préoccupation des économistes ruraux ? Quelles conséquences pour l'évaluation de nos travaux doit-on tirer de leur diversité ?

Quels sont les fondements économiques de nos analyses ? Sommes-nous véritablement des économistes à part entière ?

4. Lors du Congrès de Malaga, l'IAAE a décidé de publier une revue en langue anglaise qui portera le titre *AGRICULTURAL ECONOMICS* et dont le premier numéro sortira prochainement (4 numéros par an ; renseigne-

Quelles utilisations faisons-nous des techniques d'analyse ? Sommes-nous menacés, comme le craint Glenn Johnson (1985), par le danger de « modernisme » tel que le décrit Mac Closkey (1983) ?

Les sujets abordés

conséquences pour nos critères d'évaluation

Si l'on en juge par le programme du Congrès de Malaga, la première caractéristique — évidente — des sujets abordés est leur très grande diversité, allant par exemple de développements plutôt théoriques au niveau de l'exploitation agricole à une critique des normes de la malnutrition, en passant par la structure de l'agriculture, le traitement de l'incertitude, le marché international des capitaux, la coopération régionale entre pays en voie de développement. Ces quelques exemples ne font qu'illustrer une diversité qui est en fait beaucoup plus grande.

Bien entendu, cette diversité, qui reflète la nature très variée des préoccupations des économistes ruraux, est une grande richesse qu'il faut cultiver. Il serait bien difficile de soutenir que tel ou tel de ces thèmes n'est pas intéressant, ou qu'il n'est pas pertinent pour l'évolution de l'agriculture. On peut remarquer que la quasi-totalité des communications présentées appartiennent à la deuxième catégorie de Glenn Johnson, celle des sujets assez généraux pour intéresser des décideurs variés mais confrontés aux mêmes types de problèmes pratiques, ces sujets n'étant pas définis en termes strictement disciplinaires et ayant souvent au contraire des connotations pluridisciplinaires. On retrouve bien là une limite de l'exercice entrepris ici : les communications présentées à un congrès constituent un échantillon biaisé de nos travaux.

La diversité qui vient d'être évoquée rend difficile le choix des critères univoques pour juger de l'excellence professionnelle. On ne peut pas se satisfaire d'un jugement en termes de qualité trop étroitement scientifique.

Quels sont en effet les critères de l'excellence disciplinaire ? Très sommairement, une recherche est jugée bonne si elle contribue à l'accumulation des connaissances économiques : c'est-à-dire si elle apporte des éléments de réponse à une question restée jusque-là en suspens, ou si elle permet un renouvellement fructueux de la problématique. Par exemple, la nouvelle théorie du ménage (new household economics) appartient à cette catégorie.

La démarche vise à enrichir ou à renouveler la théorie existante. Dans une discipline appliquée comme l'économie rurale, le point de départ de la démarche et son objectif ne s'expriment pas d'abord en termes théoriques. Il faut se situer d'abord par rapport aux problèmes de l'agriculture. Bien entendu la démarche scientifique dans les sciences sociales étant une dialectique entre la théorie et la pratique, la distinction que je viens de suggérer est une distinction de degré plus que de nature. Mais même s'il ne s'agit que d'une différence d'accent, la distinction est réelle.

Pour juger de la qualité de nos travaux, il faut alors revenir sur les fondements épistémologiques de ces critères de scientifcité et retenir, me semble-t-il, quatre critères « classiques » :

ments, abonnements : Elsevier Science Publishers, P.O. Box 330, 1000 AH Amsterdam, Pays-Bas).

1. le propos doit être clair et compréhensible par les pairs,
2. il doit être dépourvu de contradictions internes,
3. il doit être cohérent avec l'observation de faits,
4. enfin, il doit être pertinent.

Les deux premiers critères impliquent l'explicitation du contenu et de la logique des hypothèses et l'ouverture à la critique (caractéristiques fondamentales de l'attitude scientifique pour Popper, 1965).

Parce qu'ils sont moins généralement acceptés, les deux derniers critères méritent un commentaire. Comme il n'y a pas d'observations indépendantes des questions et des hypothèses de l'observateur, la cohérence avec l'observation est en toute rigueur une extension, souvent commode, de la cohérence interne. L'ensemble des trois premiers critères caractérise une connaissance objective. Mais la perfection en la matière n'existe pas. C'est bien sûr un idéal vers lequel il faut tendre ; l'objectivité est donc une qualité relative. En effet, le plus souvent, il est possible de savoir si l'on progresse ou non en la matière. Le quatrième critère, la pertinence, est d'une autre nature. Il caractérise l'intérêt de la connaissance en question pour la solution de problèmes pratiques plus ou moins importants. Certes, il ne s'agit pas de revenir ici sur la légitimité absolue du détournement scientifique. Celui-ci peut être très long. Mais pour une discipline appliquée comme l'économie rurale, le mot détournement est à prendre au pied de la lettre. La finalité ultime de la connaissance est bien la solution des problèmes pratiques.

Ces critères de qualité sont généraux et peuvent s'appliquer à n'importe quel type de connaissance, mais ils ne seront pas appréciés de la même façon selon que la recherche est plus ou moins appliquée. De plus, certains travaux peuvent mériter un score élevé sur l'un des critères et beaucoup moins sur un autre. Comment les classer dans une même hiérarchie ? En matière de recherches, comment choisir entre deux travaux dont l'un teste avec beaucoup de rigueur une hypothèse ne présentant pas un grand intérêt et l'autre porte sur une question très importante mais en présentant un test peu puissant des hypothèses ? Manifestement, le jugement va dépendre du point de vue du juge.

Pour faciliter le jugement, on pourrait considérer que la pertinence est une condition préalable. Une fois assuré que le sujet de recherche est pertinent, il n'y aurait plus à se préoccuper que des trois premiers critères. Malheureusement l'expérience montre qu'une telle solution n'est pas satisfaisante. Le souci de la pertinence doit être constant, à toutes les étapes de la recherche, au moment de tous les choix méthodologiques et de l'interprétation des résultats, même lorsque ceux-ci n'ont pas pour objectif d'apporter une réponse immédiate à un problème concret, situation qui est au demeurant tout à fait légitime.

La diversité des travaux des économistes ruraux implique probablement chez ceux-ci un grand pluralisme et beaucoup de tolérance réciproque.

Comme on va le voir, l'examen des fondements économiques de nos analyses va nous amener notamment à une conclusion analogue.

Les fondements économiques de nos travaux

Là encore, la diversité est très grande, même dans les communications présentées à Malaga. Cette diversité porte à la fois sur la place plus ou moins importante des considérations économiques explicites et sur la nature de la théorie économique de référence, même si la plupart des communications se situait dans le courant néoclassique. Cette diversité est manifestement une bonne chose dans la perspective d'éclectisme épistémologique adoptée ici. Le développement le plus encourageant cependant est l'extension du domaine théorique servant de référence aux travaux, en particulier aux interdépendances, soulignées à plusieurs reprises, qui amènent divers auteurs à prendre en compte le marché international des capitaux ou les conditions d'évolution des taux de change. On peut, dans le même esprit, juger les efforts faits pour bâtir des modèles « d'équilibre général ».

En revanche, nous sommes encore trop timorés dans la remise en cause critique des concepts et des hypothèses de la théorie économique. Certes, il y a des exceptions. Après tout, l'économie rurale n'a pas à rougir de ses contributions à la théorie de la production, à la nouvelle théorie des ménages (new household economics), à la théorie du capital humain, aux relations intersectorielles, à la prise en compte de la dynamique de nombreux phénomènes économiques (programmation récurrente, processus adaptatifs, dynamique de l'offre...).

Ces contributions devraient nous encourager à ne pas nous satisfaire de la théorie des manuels. Il est vrai que dans bien des exemples que je viens de citer, ce sont souvent des économistes situés à la frange entre l'économie rurale et l'économie « générale » qui ont fait les contributions les plus importantes. Peut-être cela prouve-t-il que nous ne sommes pas encore tout à fait des économistes à part entière.

Pourtant, il y a beaucoup à faire. Les besoins de l'analyse des problèmes pratiques de l'agriculture (ce qui une fois de plus est notre raison d'être), soulèvent des questions théoriques fondamentales. Pour ne citer que quelques exemples : modalités des décisions dans les exploitations agricoles familiales, conséquences pour les relations entre les décisions de production, de consommation et d'épargne. Nature de la dynamique des ajustements microéconomiques à un environnement économique et social en perpétuel changement. Nature et dynamique des relations économiques et sociales dans les communautés rurales au niveau local. Articulation entre phénomènes macro-méso- et micro-économiques dans tout processus de développement ; conséquences pour l'élaboration d'une stratégie de développement. Déterminants des politiques agricoles : comment analyser le poids des considérations économiques dans un processus où manifestement les variables économiques et politiques sont en constante interaction ?

Peut-être ne consacrons-nous pas assez d'efforts à l'identification et à la formulation précise de ces questions théoriques essentielles, et la Conférence de Malaga n'a-t-elle fait en la matière que refléter cette situation.

Les techniques d'analyse

La Conférence se prêtait mal à juger les techniques d'analyse utilisées par les économistes ruraux. La longueur limitée et la nature des communications présentées tendent

à éliminer ce type de discussion. Mais un contraste m'apparaît particulièrement frappant, difficile à expliquer. Ayant passé récemment un an aux Etats-Unis, j'ai pu prendre davantage conscience de la différence entre les pratiques de recherche dans ce pays et en France. Aux Etats-Unis, l'accent est davantage mis sur l'emploi des techniques quantitatives pour tester les hypothèses, sans que l'on s'interroge assez, semble-t-il, sur la portée et l'intérêt de ces hypothèses. En France, on se préoccupe davantage de la formulation globale des problèmes analysés sans beaucoup se soucier du test rigoureux des hypothèses avancées. Manifestement, la situation décrite ici pour les Etats-Unis est très semblable à celle qui existe en Australie, au Canada, en Allemagne et peut-être aussi aux Pays-Bas. Relève-t-elle d'un excès de modernisme ? La situation « française » se retrouve probablement ailleurs aussi. Elle ne relève pas de la même critique, mais est-elle préférable pour autant ? En se restreignant au cas de la France, il est clair que le début scientifique était trop marqué, il y a 5 ou 10 ans, par les positions idéologiques des participants. L'utilisation croissante des statistiques descriptives, constatée actuellement, constitue un progrès manifeste. Mais l'induction statistique, c'est-à-dire l'estimation quantitative des paramètres d'un modèle ou le test d'hypothèses par l'utilisation de méthodes économétriques, reste très rare. Ces deux situations extrêmes ne sont satisfaisantes ni l'une ni l'autre.

3. Où allons-nous ?

S'interroger sur l'avenir des économistes ruraux est surtout utile pour savoir s'il convient de réexaminer leurs objectifs et leurs critères d'excellence professionnelle. Nul ne peut prétendre apporter seul des réponses définitives à ces questions qui se posent collectivement et individuellement à chacun dans une très grande diversité. Les quelques réflexions personnelles qui suivent ont plus pour objectif de nourrir et éventuellement de relancer le débat. Elles reposent sur deux questions :

- Les économistes ruraux sont-ils bien conscients du statut de leur discipline ?
- Quelles orientations pour leurs activités professionnelles ?

Sommes-nous assez conscients du statut de l'économie rurale ?

Dans le vieux débat interne à la science économique entre la volonté de bâtir une « science dure », aussi rigoureuse que possible, au prix d'abstractions forcément simplificatrices, et le souci de prendre en compte les interactions avec les dimensions sociales et politiques des phénomènes étudiés, je penche très nettement vers la deuxième attitude. Cet accent sur le statut de l'économie en tant que science sociale paraît tout à fait cohérent avec la tradition agronomique et le caractère appliqué de l'économie rurale. Cependant, ce choix n'est pas partagé par tous. Le courant dominant dans ce que nous, Français, aurions tendance à appeler l'économie rurale anglo-saxonne, très attachée à la référence théorique néo-classique, tend plutôt au contraire à négliger la dimension sociale des phénomènes étudiés.

Le point de vue défendu ici a des conséquences importantes pour la définition des objectifs professionnels. En effet, il suggère que le rôle principal des économistes ruraux est d'expliquer et d'expliquer les mécanismes des phénomènes qui sont en cause dans tout processus de développement rural. Certains acteurs sociaux en bénéfi-

cient, d'autres en pâtissent. Expliquer c'est mettre en lumière ces conflits parfois cachés. En ce sens, notre rôle devient celui de critique social, et se pose immédiatement la question de notre statut, de nos rapports avec les détenteurs du pouvoir et avec les différentes catégories d'acteurs sociaux. Les réponses à ces questions ne peuvent pas être apportées en termes généraux. Elles doivent être élaborées cas par cas. Mais ces questions paraissent importantes et le fait qu'elles n'aient pratiquement pas été abordées au cours du Congrès semble refléter la dominance évoquée ci-dessus du courant d'obéissance strictement néo-classique qui tend à les éliminer. Mon point de vue influence aussi, bien sûr, le choix des orientations qui me paraissent souhaitables pour nos activités professionnelles.

Quelles orientations pour nos activités professionnelles ?

La diversité des sujets abordés dans la Conférence a déjà été largement évoquée. Cette gamme déjà très large et qu'il faut encore élargir soulève des problèmes nombreux et variés : quelques-uns sont évoqués ici car ils sont trop souvent négligés ou mal compris.

Le manque de données ou leur imprécision a été souligné à plusieurs reprises, en particulier pour de nombreux pays africains. Avons-nous tiré toutes les conséquences de cette situation pour nous ? En particulier, exerçons-nous toujours un jugement critique suffisant lors de l'interprétation des résultats de nos recherches basées sur ces données incertaines ? Dans le cas de l'agriculture, l'absence de données ou leur caractère incomplet impose souvent à l'économiste rural de recueillir lui-même ou de participer à la collecte des données. Le faisons-nous assez ? Et avec un sens critique suffisant ? En particulier, sommes-nous prêts à nous interroger sur la signification des données recueillies ?

Remettons-nous assez en cause la pertinence des concepts, correspondant aux données qu'il a été finalement possible de recueillir, pour rendre compte du fonctionnement et de la dynamique des unités micro-économiques observées : unités de production, de consommation, d'accumulation, de reproduction ? Personnellement, il me semble que ces questions élémentaires, qui remettent souvent en cause la validité des concepts économiques fondamentaux, ne sont pas posées assez souvent. Pourtant, on sait que la correspondance entre des concepts de base comme ceux de production, de travail, de consommation, utilisés couramment sans trop tenir compte de leurs limites, et la réalité ne va pas de soi.

Le domaine de l'économie rurale ne relève pas uniquement, bien sûr, du niveau micro-économique. J'ai déjà souligné le progrès que constitue pour nous la prise en compte des nombreuses interactions entre les secteurs au sein d'une économie nationale et entre les économies nationales, interactions liées notamment aux taux de change et au marché international des capitaux. Mais la difficulté théorique la plus grave à laquelle nous sommes confrontés paraît être l'articulation entre ce niveau macro-économique, et le niveau micro-économique des unités de production, telle que la famille paysanne. Le fait que cette difficulté n'ait pas été reconnue de façon assez explicite au cours de cette conférence semble être, au moins chez certains participants, la source de nombreuses frustrations.

Enfin, je voudrais souligner l'intérêt pour nous d'approfondir l'analyse des déterminants des politiques agricoles. Mes propres recherches m'ont convaincu que le rôle des

variables économiques est, à long terme, essentiel. Mais cette influence est exercée par le biais du processus politique et, de ce fait, elle n'obéit pas à une rationalité strictement économique.

Tout ceci ne signifie pas que les concepts économiques soient sans intérêt, ni que tout effort de quantification soit voué à l'échec. L'expérience montre, au contraire, l'extraordinaire généralité du questionnement en termes économiques. Toute société doit apporter une réponse concrète à la question : comment se nourrir ? (Par la production ou par l'échange ? Avec quelles ressources dans le premier cas ? Contre quoi dans le second ?...). Par ailleurs, tout raisonnement économique implique la quantification. Même les raisonnements faits apparemment en termes qualitatifs impliquent la prise en compte d'ordres de grandeur.

Au total donc, mon plaidoyer porte sur la nécessité d'être rigoureux, d'exercer notre esprit critique, d'être attentifs à la pertinence des concepts utilisés, bref, de prendre au sérieux les quatre critères d'excellence professionnelle présentés ci-dessus. Le souci d'analyser rigoureusement les problèmes de l'agriculture nous amène, on vient de le voir, à soulever des questions théoriques fondamentales — seules d'ailleurs quelques-unes d'entre elles ont été évoquées ici. Ce souci conduit aussi à combiner des sources très diverses d'information. Il en résulte que des collaborations sont souvent nécessaires. Les conditions de la collaboration interdisciplinaire — au sens que Piaget donne à ce terme — ont fait l'objet de nombreuses discussions. Moins connues peut-être sont les conditions de la collaboration entre économistes — plus spécifiquement entre économistes ruraux — travaillant dans des institu-

tions dont les objectifs sont différents : recherche, administrations publiques, entreprises, consultants. Il y aurait, j'en suis convaincu, beaucoup à apprendre de l'analyse comparée de nos pratiques en la matière. A défaut d'une telle analyse, on peut au moins dire que les difficultés de cette collaboration reflètent l'ambiguïté de notre discipline, constamment écartelée entre le souci de l'accumulation des connaissances et la nécessité de résoudre les problèmes.

Conclusion

Notre diversité a été largement soulignée au cours de cet exposé — un certain nombre de conséquences en ont été tirées pour définir nos objectifs professionnels et nos critères d'excellence, pour l'orientation de nos activités et pour notre Revue. Tout mon propos implique qu'il faut lutter pour faire respecter la pluralité des points de vue. Un débat critique, sans complaisance, implique la courtoisie dans le dialogue. Il faut pour cela beaucoup de modestie intellectuelle et de tolérance réciproque, deux vertus qu'il est plus facile de prêcher que de pratiquer. Je vous encourage tout de même à les cultiver.

Sur le fond, si nous voulons rester fidèles à notre double origine agronomique et économique, nous pouvons nous inspirer du propos d'A.K. Sen au début du Congrès (Sen, 1985). Evitons nous-mêmes les réponses toutes faites de «l'instant economics». Montrons à nos interlocuteurs comment l'analyse économique — c'est-à-dire d'abord la conceptualisation des problèmes en termes économiques — permet de mieux les poser et de contribuer à les résoudre. De cette façon, nous serons des économistes à part entière et nous remplirons notre rôle social en tant que spécialistes de l'agriculture.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BOUSSARD J.M. (1965). — Réflexions sur l'objet de l'économie rurale, *Economie Rurale*, 63, janv.-mars 1965.
- MC CLOSKEY Donald N. (1983). — The Rhetoric of Economics, *Journal of Economic Literature*, vol. XXI, n° 2, 481-517.
- JOHNSON Glenn L. (1985). — Scope of Agricultural Economics, in Agriculture in a Turbulent World Economy, Actes du 19^e Congrès de l'Association Internationale des Economistes Ruraux, Malaga, 26 août-4 septembre 1985. (à paraître).
- MALASSIS Louis (1979). — Economie Agricole, agroalimentaire et rurale, *Economie Rurale*, 131, mai-juin 1979, 3-10.
- POPPER Karl R. (1965). — *The logic of scientific discovery*, New York, Harper and Row.
- SEN A.K. (1985). — Economics and Entitlements, in Agriculture in a Turbulent World Economy, Actes du 19^e Congrès de l'Association Internationale des Economistes Ruraux, Malaga, 26 août-4 septembre 1985 (à paraître).